



---

## Renforcement du Rôle et de la Place des Sociétés Civiles du Sud dans la Mise en Œuvre d'un Agenda 2030 Transformateur

Campagne Urbaine Mondiale  
Campus des Penseurs rUrbains pour l'Action Climat

**Résilience de l'eau dans les collectivités territoriales aujourd'hui - de l'utopie à la réalité**

Salle de Délibération du Conseil Départemental  
Saint-Louis, 12 et 13 avril 2021

### **Rapport de l'atelier**

Dr Adrien COLY (1, 2), Dr Fatim KANTE (1)  
(1) Université Gaston Berger Sénégal (2) Partenariat de l'eau du Sénégal

## SOMMAIRE

<b>RETOUR SUR LES TERMES DE REFERENCES DE L'ATELIER</b>	<b>3</b>
<b>Contexte de l'atelier de Saint-Louis</b>	<b>3</b>
<b>Les objectifs de l'atelier</b>	<b>4</b>
<b>Les attentes du campus des penseurs</b>	<b>4</b>
<b>Déroulement de l'atelier</b>	<b>4</b>
1- Défis et opportunités dans le contexte des CC	5
2- Les mots de quelques champions	5
3- Travaux de groupes sur les ODD 6, 11 et 13	5
4- Plénière : vers un nouvel agenda urbain	6
<b>LES RESULTATS DE L'ATELIER DE SAINT-LOUIS</b>	<b>6</b>
<b>Les grandes idées</b>	<b>6</b>
<b>Vers un nouvel agenda urbain</b>	<b>9</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>16</b>
<b>Rapport session journée du 12 avril 2020 :</b>	<b>16</b>
<b>PADEX des grandes idées</b>	<b>28</b>
<b>PHOTOS</b>	<b>29</b>
<b>Liste de présence</b>	<b>31</b>
<b>Liens web vers l'atelier</b>	<b>33</b>

## 1. RETOUR SUR LES TERMES DE REFERENCES DE L'ATELIER

Le lundi 12 avril et le mardi 13 avril 2021 s'est tenu un atelier au Conseil Départemental de Saint-Louis. Cet atelier a vu la participation de plusieurs acteurs locaux qui, pendant deux jours, ont réfléchi sur les questions relatives aux ODD, au changement climatique et à un nouvel agenda urbain (préciser cet agenda ?).

### a) Contexte de l'atelier de Saint-Louis

L'impact du COVID-19, au cours de la décennie d'action accélérée pour mettre en œuvre le Programme de transformation 2030, et la crise actuelle du changement climatique ont montré à quel point les systèmes de gestion de l'eau des collectivités locales sont aujourd'hui vulnérables et comment ils continuent d'affecter les moyens de subsistance et la santé des zones urbaines des habitants, en particulier dans les quartiers à faible revenu. Les services publics sont confrontés au défi de fournir un approvisionnement en eau potable salubre et d'autres utilisations, ainsi qu'une gestion intégrée et durable des ressources en eau, y compris un assainissement durable et l'utilisation durable des eaux usées traitées dans l'agriculture, pour tous, tout en assurant le recouvrement intégral des coûts et en renforçant leur résilience. Les dures conséquences de la fréquence et de la complexité croissantes des chocs et des tensions appellent les autorités locale et nationale à faire face à un avenir incertain. Un changement de paradigme est impératif pour adopter une approche intégrée au niveau du bassin versant qui implique et responsabilise toutes les parties prenantes et promeut des stratégies de résilience qui prennent en compte la valeur monétaire et non monétaire de l'eau, de l'assainissement et de ses sous-produits. En outre, l'intensification et l'accélération de l'adaptation au climat dans les communautés locales nécessiteront l'intégration de l'eau dans les rapports volontaires nationaux, les plans nationaux d'adaptation et les contributions déterminées au niveau national. La bonne nouvelle est que plusieurs autorités locales montrent que la résilience de l'eau dans toutes ses dimensions sur leurs territoires respectifs peut désormais être une réalité.

Le Campus des penseurs urbains explorera la préparation des autorités locales et régionales à faire face aux futurs chocs et incertitudes sur la base d'exemples spécifiques, et soulignera le rôle fondamental de l'eau dans toutes ses dimensions dans le renforcement de leur résilience et de leur croissance inclusive. Des représentants des gouvernements locaux et nationaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine seront invités à partager leurs expériences en matière de réponse à de multiples crises et comment ils impliquent différents niveaux de parties prenantes dans la réponse. Afin de développer des approches holistiques et spécifiques au site, des experts d'un large éventail de secteurs participeront, représentant les administrations nationales et locales, les services publics, les OSC et les organisations de femmes, ainsi que les agences nationales de recherche et développement.

## b) Les objectifs de l'atelier

L'atelier de Saint-Louis avait pour principal objectif de réfléchir sur la mise en œuvre du nouvel agenda urbain et des objectifs de développement durable. Plus spécifiquement, il s'agissait de :

- Traiter de tous les ODDs en relation avec les ODD 6 et 11 et le NAU, du développement durable dans les collectivités territoriales, de l'habitat et activités des communautés durables.
- Préconiser des actions climatiques dans un contexte de collectivités territoriales des plus amphibies se situant dans la région naturelle du delta du fleuve Sénégal.
- Co-construire ensemble des intercommunalités dont nous avons besoin, en raison des caractéristiques ombragées du département concerné et de sa résilience au changement climatique et de son exigence de trouver des solutions pour augmenter la capacité de développement de ses communautés et autorités à atteindre tous les ODD en lien avec les ODD 6 et 11.

## c) Les attentes du campus des penseurs

En organisant l'atelier de Saint-Louis, Enda Rup et ses partenaires avaient des attentes précises listées comme suit :

- Les acteurs majeurs et parties prenantes des actions climatiques déjà engagées dans les collectivités territoriales ont augmenté la résilience et la capacité de planification et de mise en œuvre des stratégies de développement durable et ont montré leur capacité de passer de la résilience à la croissance économique équitable favorables à l'accès universel et durable aux biens des services publics.
- Des propositions d'idées et de productions d'actions de solutions, pour la résilience de l'eau dans les collectivités territoriales contre le changement climatique sont réalisées.
- La résilience de l'eau et le changement climatique au sein des collectivités territoriales et des communautés locales, de l'utopie à la réalité :
  - le campus renforcera les capacités des parties prenantes pour une meilleure communauté et,
  - des plans climatiques territoriaux locaux durables et intégrés à mettre en œuvre et à gérer collectivement.

## d) Déroulement de l'atelier

Une brève présentation de Monsieur Adrien COLY Président du PNES a marqué le début de l'atelier. Cette présentation était l'occasion pour les participants de mieux comprendre les TDR et de réfléchir sur les questions de changements climatiques, partage de connaissances, etc. À la fin de la présentation, plusieurs questions ont été posées au Président du PNES et quelques contributions ont été notées (cf. annexes). Suite à cette présentation, les réflexions ont tourné autour de trois points spécifiques : défis et opportunités dans le contexte des changements climatiques, les mots de quelques champions « story tellers », travaux de groupe et plénières.

## 1- Défis et opportunités dans le contexte des CC

Dr Limoata Gorosogiwa a abordé la question du genre et changements climatiques. Dans sa présentation sur « Les femmes dans ce contexte du nouvel agenda », Dr Limaota a expliqué comment les femmes sont vulnérables face aux nombreuses conséquences des CC.

La troisième présentation a porté sur l'action climat au Sénégal. Madame Yaramé Gueye du COMNACC a donné des explications claires sur les changements climatiques, la naissance du COMNACC, les différentes conventions sur le climat, ratifiées par le Sénégal, le financement climatique entre autres points.

Un film d'une quinzaine de minutes a été projeté en début d'après-midi. Il portait sur les solutions d'adaptation avec une expérience d'agriculture hors-sol au Burkina. Le film très intéressant a suscité plusieurs questions et des contributions de la part des participants soucieux de trouver des solutions face aux conséquences des changements climatiques sur l'agriculture et le foncier.

Monsieur Malick Gueye, Directeur Exécutif d'Enda Rup a fait un rappel sur les ODD et l'agenda transformateur pour 2030. Il a abordé les différents ODD et les a expliqués aux participants pour une meilleure compréhension et dans une perspective de préparation des travaux de groupe.

## 2- Les mots de quelques champions

Cette partie de l'atelier a mis l'accent sur les témoignages de quelques champions qui se sont distingués par les actions qu'ils mènent dans leurs communautés ou dans les structures dans lesquelles ils travaillent.

La Fédération Sénégalaise de Habitants et Urbains ont, par la voix de la Présidente de la Fédération, fait une présentation sur les « Transformation structurelle des quartiers précaires par et pour les habitants ». C'est une belle expérience qui permet de voir comment ce groupement participe au développement de certains quartiers de Dakar à travers des rénovations, des constructions, des formations, des financements entre autres.

Le représentant du CNCR a fait un plaidoyer pour une territorialisation des politiques publiques. Il explique que les autorités ont intérêt à impliquer les collectivités et les populations locales dans tous les projets de développement qui les concernent.

Les représentants de l'Aire Marine Protégée ont expliqué comment l'érosion côtière a impacté sur la vie sociale, environnementale et économique des populations de la langue de Barbarie. Ils déplorent la situation dans laquelle les pêcheurs déplacés vivent dans le site de recasement à Dioufop et les conditions qui sont mises en place pour l'octroi de terrain à leurs noms.

## 3- Travaux de groupes sur les ODD 6, 11 et 13

Les travaux de groupes sont réalisés le 13 avril 2021. Deux groupes ont été formés pour travailler sur les ODD 6, 11 et 13. Le groupe 1 a travaillé sur les ODD 6 et 11 et le groupe 2 s'est penché sur les ODD 11 et 13. Il s'agissait pour les groupes de faire un pronostic d'indicateurs, d'évaluer le contexte

des ODD, les performances et la gouvernabilité pour terminer par une planification d'actions à mener.

#### 4- Plénière : vers un nouvel agenda urbain

À la fin des travaux de groupe, des séances plénières sont tenues sur les ODD qui ont fait l'objet de travaux et des échanges d'idées ont eu lieu entre participants.

## 2. LES RESULTATS DE L'ATELIER DE SAINT-LOUIS

Au sortir de l'atelier, plusieurs idées sont ressorties des discussions et des travaux de groupe. Les principaux résultats de l'atelier de Saint-Louis sont les idées qui ont été répertoriées et les résultats des travaux de groupe qui participent à la mise en œuvre du nouvel agenda urbain.

### e) Les grandes idées

Plusieurs idées sont ressorties des discussions suite aux présentations et plaidoyer des différents participants. Ces idées sont regroupées dans le tableau qui suit et tournent autour des thèmes : ODD, Climat, Action Habitat, Plaidoyer, Agriculture, Action agriculture urbaine (hors-sol). Il s'agit de contributions et de questions soulevées pour aider à la prise de décision dans les différents domaines ci-dessus cités.

Tableau 1: Les grandes idées ressorties des échanges

ODD	Climat	Réponse habitat	Plaidoyer	Agriculture	Action agri urbaine
<b>Connaître les interrelations entre les ODD 6 et 13</b>	Échange de connaissances	Assainissement pluvial	Réutilisation des eaux de pluies pour l'agriculture, l'approvisionnement en (?) eaux de pluies à travers des stockages temporaires	Gestion endogène de l'eau	Développer la recherche et les résultats sur le foncier
<b>Secteur des déchets (ODD 6)</b>	Équilibrer adaptation et atténuation	Quelle stratégie pour faire face à la disparité de l'aménagement entre le rural et l'urbain dans le domaine de l'eau ?	GIRE : application, zonage de l'intervention, application à l'intercommunalité	Capitalisation des bonnes pratiques	Les projets programmes à articuler
<b>Energie, mobilisation des filles et des femmes</b>	Les objectifs de l'accord de Paris		Capacité des artisans locaux	Eaux accessibles	Les bénéfices de l'action du Burkina
<b>Combiner gestion de l'eau et développement économique local</b>	Sommets de Cancun et Rio Fond Vert Climat		Intercommunalité		Transfert de technologie, échelle d'approche
<b>ODD 6 : eau potable assainissement, comment faire?</b>	Qu'est-ce que le changement climatique? Quelles sont les mesures d'adaptation		Naissance des unités de planification en eau / DGPPE		Communication à développer

ODD	Climat	Réponse habitat	Plaidoyer	Agriculture	Action agri urbaine
	Changement climatique et eau : quelles synergies d'adaptation?				
<b>Traitement des eaux, arrosage</b>	Pratiques d'adaptation, innovation, dégradation, Accords de Paris		Difficulté d'accès à l'eau pour les femmes qui restent jusqu'à des heures tardives		Optimiser la ressource Eau
<b>Mieux connaître l'ODD 11 ville durable</b>	Réchauffement climatique, actions sobres en carbone		L'efficacité des systèmes de traitement des eaux doit être partagée		Cultures hors sol: quel est le bilan sur l'économie de l'eau ?
<b>Équité dans l'adduction en eau potable</b>	Salinisation des eaux, migration				
	Difficultés d'accéder au fonds vert				
					Quelles solutions pour la commercialisation des produits maraichers?
					Quelle est la disponibilité des intrants?



ODD	Climat	Réponse habitat	Plaidoyer	Agriculture	Action agri urbaine
			Quelles sont les bonnes pratiques pour une utilisation de l'eau?		Est-il possible de vulgariser l'expérience à grande échelle ?

#### f) Vers un nouvel agenda urbain

Suite aux travaux de groupe sur les ODD 6, 11 et 13, la restitution a été faite par les rapporteurs désignés par les présidents de séances. Les idées ressorties de ces travaux sont très pertinentes et vont contribuer, si elles sont prises en compte à la mise en œuvre du nouvel agenda urbain.

Tableau 2: Résultats des travaux du groupe 1

PROBLEMES	INDICATEURS	ACTIONS
<b>ODD 6: Accès à l'eau et l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources</b>		
<b>L'accès à l'eau potable dans le département de Saint Louis</b>	Le nombre d'études et de plans réalisés	Réalisation de diverses études sur les zones inondables
<b>93% des localités</b>	Nombre de collectivités ayant réalisé leur plan et étude	
<b>17% de stations de potabilisation</b>	Intercommunalité mise en place	Mettre en place un cadre de dialogue inter collectivités (Intercommunalité)
<b>Taux de couverture au niveau de la population 96%</b>	05 communes disposent des cartes	Cartographie des problèmes

PROBLEMES	INDICATEURS	ACTIONS
<b>100% pour les communes de Saint Louis et Mpal</b>		
<b>85% pour les communes de Ndiébène Gandiol et Gandon</b>		
<b>Echelle départementale</b>	Le nombre d'activités de plaidoyer	Faire des plaidoyers pour améliorer l'accès à l'eau et sa disponibilité
<b>84% des ménages du département dispose de latrines</b>	Le nombre de projets élaborés et financés	Réaliser des projets d'assainissement
<b>42% dispose de latrines améliorés</b>	Le nombre d'ouvrages réalisés	Extensions des forages
<b>Seule la commune de Saint-Louis est assainie</b>	Le nombre de visites effectuées	Visites d'échanges d'expériences
<b>95 km de réseau et 9604 branchements au réseau</b>	Nombre de sessions de formations réalisées	Formation sur les technologies à utiliser en cas d'inondation
<b>Insuffisances de stations d'eau usées dans la région Saint Louis</b>	Nombre de personnes formées/sensibilisées	Avoir une bon système de planification régionale (urbanisme POAS. PCTI ; PLHA ;)
<b>Echelle de la région de Saint Louis</b>	Nombre de quartiers équipés	Sensibilisation pour le changement de comportements
<b>Mise en place d'un château d'eau pour l'extension du réseau</b>	Nombres de maisons connectées	Augmenter l'accès à l'assainissement (extension et densification)
<b>Les problématiques d'accès</b>	Nombre de linéaires	Mettre en place des grilles avaloirs

PROBLEMES	INDICATEURS	ACTIONS
Non extension de forages	Durée de vie des ouvrages	
Absence d'interconnexion des forages	Le niveau d'appropriation des populations	Renforcement de capacités des artisans locaux pour la xx ?
La problématique d'accès à l'eau		
La potabilisation avec un système de potabilisation		
Taux d'accès au niveau régional 63%		
Non existence d'un Plan climat territorial intégré		
Problème de gestion et distribution de l'eau		

Tableau 3: Résultats des travaux du groupe 2

OBJECTIFS	INDICATEURS	ACTIVITES	CIBLES	RESULTATS
<b>ODD 11: RENDRE LES ETABLISSEMENTS HUMAINS SECURES, RESILIENTS ET DURABLES</b>				

OBJECTIFS	INDICATEURS	ACTIVITES	CIBLES	RESULTATS
<b>Faciliter l'accès à un habitat décent</b>	Nombre d'unités d'habitations réalisées	Identification d'assiettes foncières disponibles; Construction des logements sociaux résilients et durables	1000 logements décents fournis aux groupes à revenus modestes	
<b>Rendre les établissements humains sécurés, résilients et durables</b>	nombre d'établissements humains restructurés; nombre de linéaires d'ouvrages réalisés	Réalisation d'ouvrages de drainages et d'évacuation des eaux pluviales (collectifs et semi-collectifs)		
<b>Améliorer la mobilité dans les établissements humains</b>	Nombre de voiries réalisées; nombre d'établissements humains adressés; nombre de lignes de transports interurbains créées	construction d'infrastructures routières; promouvoir des modes de déplacement alternatif (bateaux taxi, pistes cyclables); généraliser l'adressage des rues	cinq communes du département sont dotées en infrastructures et équipements routiers et maritimes	La mobilité est améliorée dans les établissements publics

OBJECTIFS	INDICATEURS	ACTIVITES	CIBLES	RESULTATS
<b>Renforcer le cycle de gestion des déchets de la collecte au traitement en passant par le recyclage</b>	Nombre de tonnes de déchets recyclés; nombre de décharges réglementaires créées, nombres d'actions de sensibilisations réalisées	Sensibilisation des populations sur le tri des ordures; Sensibilisation des ménages sur l'utilisation des poubelles réglementaires; Renforcement des capacités des acteurs sur le tri, le recyclage et la transformation des déchets;	cinq communes du département	
<b>ODD 13: MESURES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>				
<b>Réduire le nombre d'établissements humains touchés par les inondations</b>	Nombre d'établissements humains sécurisés face aux inondations	renforcement de la connaissance de l'aléa et du risque; identifier les zones les plus exposées aux risque d'inondation (cartographie participative), Mise en place de SAP, travaux de prolongement de	Communes de Ndiebène Gandiol et Saint-Louis	

OBJECTIFS	INDICATEURS	ACTIVITES	CIBLES	RESULTATS
		la Digue jusqu'à Gandiole		
renforcer la conservation des écosystèmes naturels (avifaune et végétal)	Nombre d'écosystème naturels conservés et protégés	reboisement, balisage et restauration de la mangrove et des palétuviers, développer l'écotourisme; AGR (Apiculture, ostréiculture), agriculture hors sol pour les terres du gandiolais,	Langue de Barbarie, Gandon, Ndièbene Gandiol et Commune de Diama	
renforcer la communication sur les changements climatiques	nombre de personnes			

### 3. CONCLUSION

Le campus de Saint-Louis s'est déroulé de façon correcte comme prévu au départ. Il pose les bases d'une relance de la contribution des collectivités locales et des communautés aux objectifs de développement durable. Les acteurs majeurs et parties prenantes des actions climatiques se sont engagés à augmenter la résilience et la capacité de planification et de mise en œuvre des stratégies de développement durable et ont montré leur capacité de passer de la résilience à la croissance économique équitable favorables à l'accès universel et durable aux biens et services publics à travers des cas concrets qui ont été présentés.

Des propositions d'idées et de productions d'actions de solutions, pour la résilience de l'eau dans les collectivités territoriales contre le changement climatique ont été évoquées.

La perspective d'un nouvel agenda urbain a été dressée par les participants à travers les plans climatiques territoriaux locaux durables et intégrés à mettre en œuvre et à gérer collectivement. Son développement fera évoluer les stratégies de la résilience à l'eau et au changement climatique au sein des collectivités territoriales et des communautés locales, de l'utopie à la réalité.

## 4. ANNEXES

g) Rapport session journée du 12 avril 2020 :

*Première session: Présentation Monsieur Adrien COLY, Président de PNES, présentation de Dr Limoata GOROSOGIWA, présentation de Madame Yarame GUEYE COMNACC.*

### **Introduction de Monsieur Mody DIOP, Représentant du Président du Conseil départemental de Saint-Louis (10h50 mn)**

Après avoir magnifié l'organisation de ces journées d'atelier, Monsieur DIOP a rappelé l'importance du thème qui sera abordé. Il a ainsi souligné que le thème qui porte sur la résilience de l'eau dans les processus territoriaux de l'utopie à la réalité s'inscrit dans la dynamique de prise de conscience et de prise en compte de la grande problématique de l'eau qui est source de vie et qui peut également à un certain moment être source de malheurs et de calamités.

Saint-Louis est une zone amphibie, entourée de plans d'eau. La ville de Saint-Louis est rythmée par l'eau au quotidien. Même si on peut en jouir, dans certains cas, l'eau peut causer des inondations qui occasionnent des déplacements de populations, des réfugiés climatiques, etc. Dès lors, il est important d'apprendre à être résilient avec l'eau qui est source de vie.

Pour Monsieur DIOP, cet atelier est un cadre de réflexion par rapport à la problématique, mais aussi un moyen, un moment fort de proposition d'idées pertinentes qui vont dans le sens d'aider les populations et les collectivités territoriales à être plus résilients par rapport à l'eau. C'est le moment de réfléchir et de proposer des solutions sur les questions soulevées.

### **Introduction des rapporteurs**

Dr Adrien COLY, Enseignant/Chercheur à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et Président du Partenariat National de l'Eau du Sénégal. (11h -11h10mn)

Cet atelier s'inscrit dans une campagne urbaine mondiale avec cette action de campus des penseurs rUrbains pour le climat.

Le Dr Adrien COLY a rappelé que le contexte d'organisation de cet atelier entre dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Paris pour le Climat. Les changements climatiques nous montrent à quels points les systèmes de gestion de l'eau dans les collectivités locales sont vulnérables. Il y a aussi l'affectation des moyens de production et de croissance économique. Cette situation montre la nécessité d'une GIRE et durable, y compris de l'agriculture. Avec tous les risques liés à l'eau actuellement, il convient pour les autorités de changer de paradigme et d'intégrer et de responsabiliser les différentes parties prenantes et faire la promotion des stratégies de résilience qui prennent en compte l'assainissement et ses sous-produits. Le nombre de collectivités territoriales montre que la résilience de l'eau est une réalité.



Le Dr Adrien COLY a rappelé les justificatifs du thème et les objectifs de cet atelier. L'objectif principal est de « réfléchir sur la mise en œuvre du nouvel agenda urbain et des objectifs de développement durable ». La méthodologie de l'atelier se base sur une approche qui va mettre le focus sur 3 points :

- A- Listes de contrôle des questions transversales
- B- Genre, jeunesse et Human Right Base Approach (Approche Basée Sur les Droits Humains) sont intégrés dans l'approche du Campus/Atelier local et font partie de notre système de valeurs
- C- Relations transversales.

Le Dr Fatime KANTE de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis est revenue sur la méthodologie de travail et a expliqué un schéma qui résume le déroulement de l'atelier.

À la fin de la présentation, différentes questions ont été posées à Monsieur COLY auxquelles il a donné des éléments de réponse.

#### *Questions/Réponses (11h10-12h10)*

**Monsieur Babacar DIOP : Représentant du Cadre National de Concertation et de Coopération de Ruraux (CNCR)** a fait un rappel sur l'importance de l'eau et de sa gestion rationnelle. Monsieur Diop a posé deux questions aux Dr Adrien COLY

Q1 : Puisque nous faisons allusion aux CC et que nous représentons les collectivités territoriales et locales, est-ce que nous avons la possibilité de découvrir les difficultés liées aux CC et qui impactent la gestion de l'eau par rapport à sa pérennité.

R1 : Il y a beaucoup de confusion sur les CC, c'est pourquoi nous faisons beaucoup de formation. Dans le cadre du PNES, nous faisons des formations pour faire la distinction entre ce qui est problématique de développement et ce qui est lié aux CC. Les CC nécessitent beaucoup de données scientifiques et ces données ne sont pas accessibles à tout le monde. Ces données scientifiques nécessitent des méthodologies « climate rational » qui permettent d'intégrer l'information scientifique sur les CC dans les planifications, les exercices de développement que nous posons. Le ministère de l'environnement a un projet financé par le FEV qui va faire cet exercice pour différents secteurs (agriculture, pêche, etc). Dans le cadre urbain, il y a beaucoup d'exercices, la ville de Dakar vient de terminer son plan climat, énergie territoriale.

Q1 : Est-ce que suite à la connaissance des informations climatiques qui perturbent la gestion de l'eau, est-ce que nous sommes en mesure de mettre des dispositions qui joueront le rôle d'adaptation.

R2 : Il existe des dispositifs d'adaptation dans le domaine de l'eau. L'eau est pensée autrement dans la ville. Actuellement, on pense plus à maîtriser l'eau là où elle se trouve. D'autres mesures font état de réutilisation des eaux usées : traiter l'eau au niveau local et la valoriser. Il existe également des

mesures d'atténuation qui consiste à travailler sur tout ce qui impacte directement sur le CC notamment la réduction des GES.

### **Monsieur Amath DIA, Conseiller départemental**

**Proposition** : A ce niveau, il aurait été intéressant de faire un tour de table pour permettre de savoir: qui est qui ? Et qui représente qui ? L'introduction proposée est trop académique. Pour que cet atelier soit bénéfique, il faudrait être beaucoup pragmatique et mettre de côté les concepts. Le thème aussi doit être revu, il faudrait plutôt dire résilience à l'eau, mais pas résilience de l'eau, donc le thème doit être reformulé.

Par rapport à l'ODD 6, nous avons l'eau propre (eau potable), et l'eau virtuelle nécessaire à la production de nos biens de consommation). Saint-Louis est une région d'eau, mais avec plusieurs usages de l'eau.

Q1 : Quels sont les dispositifs qui sont mis en place et qui ont forcément une incidence sur l'utilisation de l'eau avant l'aspect foncier ?

Q2 : Est-ce que les collectivités qui cèdent des hectares de terres, ont une conscience sur l'eau virtuelle ?

R1 : Malick GAYE reviendra sur la présentation des uns et des autres. Mon statut d'universitaire me met mal à l'aise pour répondre à la question. Mais dans le cadre des CC, il y a besoin de clarification conceptuel. Il y a une vulnérabilité des ressources en eau. Le Ministère de l'environnement a fait un excellent document pour les CDNs, le secteur prioritaire, c'est l'eau. Il faut protéger les ressources en eau avant de penser aux secteurs. Pour cela, différents outils existent : gestion de l'eau, le Nexus dans la vallée du Fleuve Sénégal. Ces outils permettent de mieux intégrer les secteurs vulnérables. Cette présentation est l'Alfa de tous les autres secteurs. Ce qu'on aurait pu faire, c'était de faire une petite introduction sur les concepts.

### **Madame Yarame Fall, membre du CNCR**

Est-ce qu'il y a à travers vos études, vos analyses ou diagnostics une bonne maîtrise par rapport aux activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques ?

Est-ce qu'il y a des impacts socio-économiques par rapport à l'eau, sur la gestion de l'eau, à l'érosion côtière ? Nous sommes par rapport à l'avancée de la mer surtout vu la configuration de la ville de Saint-Louis. Car on a tendance à dire que si la Langue de Barbarie disparaissait c'est la ville de Saint-Louis, dont l'île est classée patrimoine mondiale de l'UNESCO, qui va disparaître.

R1: Il y a une maîtrise intelligente de l'eau au niveau du Fleuve Sénégal. Pour d'autres secteurs la maîtrise de l'eau reste encore à faire. Le processus de maîtrise de l'eau est en cours dans notre pays. Le ministère dispose de plan notamment le PAGIRE qui est l'instrument permettant de bien prendre en considération les problématiques liées à l'environnement et aux CC. Sur Saint-Louis, il y a beaucoup de chose à faire. Le PNES peut travailler avec le Conseil Départemental à mieux faire des

actions de sensibilisation et de plaidoyers au niveau de la collectivité, comme il le fait actuellement avec un réseau de parlementaires qui travaillent pour le contrôle parlementaire sur les différentes conventions et actions en cours dans notre pays. Le Sénégal est actuellement dans la moyenne (50%) en matière de mise en œuvre de gestion intégrée alors que le premier cours de GIRE a été fait au Sénégal. Nous sommes toujours devant mais toujours derrière dans la mise en œuvre de ces question d'eau d'où l'intérêt de cet atelier.

R2 : La question de l'érosion est une question d'eau. L'eau menace et devient danger avec la submersion marine (langue de Barbarie), la salinisation dans le Gandiolais avec des nappes de plus en plus salées. Sur les questions d'érosion côtière et d'aménagement du littoral, le ministère de l'environnement a beaucoup de projets mais le plus grand c'est avec le projet WACA qui est en train travailler avec la BM. L'Union Européenne qui a facilité différentes actions sur le littoral saint-louisien. En ce qui concerne l'érosion côtière, nous avons le protocole d'Abidjan qui propose un plan d'action pour la protection du littoral pour réduire la vulnérabilité de la zone côtière sur ces impacts que vous vivez. Concrètement, sur la langue de Barbarie nous avons un plan d'action réalisé en 2013 par le Ministère de l'Environnement. Aujourd'hui la Banque Mondiale a lancé différents programmes qui permettront de protéger certainement la ville de Saint-Louis avec un mur de l'Atlantique comme ils sont actuellement en train de le faire. Donc sachez que Saint-Louis est au cœur des préoccupations en ce qui concernent la gestion intégrée du littoral.

### **Contribution de Monsieur Hamidou Konaté, Habitat 3**

Ce comité a été mis en place en 2014 en prélude de la préparation du comité Habitat 3 qui devait se tenir à KYOTO en 2016. Ce comité a été chargé de suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ce sommet Habitat 3 qui se tient tous les 20 ans. Cette rencontre fait partie des prérogatives du comité national Habitat 3 d'autant plus que nous sommes en train de réfléchir sur les questions liées à l'eau. Et de revoir ces questions qui in fine nous orientent vers les ODD et vers le nouvel agenda urbain qui a été adopté en 2016.

Pour renforcer ce que le Professeur Adrien vient de dire, nous pouvons dire qu'au niveau de Saint-Louis, les acteurs nous exhortent à être local, parler local et s'adresser aux acteurs locaux

Le PROGEP initié par l'ADM est en train de réfléchir sur les questions liées à l'eau. L'eau en tant que ressource est menacée dans un contexte de changement climatique, mais aussi, l'eau constitue une menace pour nous et pour les établissements humains que nous créons. Il y a deux ans lors du comité technique et opérationnel qui a été organisé à Dakar, la recommandation forte était de retourner à Saint-Louis pour demander aux populations de Saint-Louis si elles sont d'accord sur les options d'adaptation que nous avons menées. Cela ne sert à rien de rester à Dakar, de réfléchir et de nous dire que nous sommes des techniciens et nous vous proposons des solutions auxquelles vous n'êtes pas associés. Ceci est une affaire de changement de paradigme. Le faire sans a montré ses limites, le faire sans ne donne rien de probant, il faut faire avec. Avec qui ? Avec les populations. C'est pourquoi le projet qui a à peu près un mois, le consultant nous a remis le rapport nous l'avons reçu et il nous a affirmé que le projet est partagé avec les acteurs locaux. Nous savons que Saint-Louis est exposée à l'eau.

Concernant les inondations et de la GIRE, vous avez raison et pour la question de l'eau virtuelle, vous avez raison. L'eau utilisée pour arroser une tonne de tomates qui sera vendue à l'étranger doit être payée. Ce point sera pris en compte dans l'élaboration du nouveau code de l'eau. Il faut que les exploitants qui viennent s'installer dans la région s'acquittent d'une certaine somme. Il faut que le partenariat soit gagnant-gagnant. Renforcer la résilience des populations, le gouvernement du Sénégal avec l'appui du Fond Vert pour le Climat est entrain de dérouler le projet de gestion intégrée des inondations au Sénégal qui prévoit de faire la cartographie des zones inondées et inondables au niveau national. Nous savons que vous êtes bien dotée, mais ce projet viendra renforcer vos actions et participer à la connaissance des petits bassins méconnus et qui peuvent être source de problèmes. Ce projet viendra rattraper sur plusieurs aspects l'urbanisation. Dans la planification, il faut que nous ayons la culture de la planification et il faut que les gens apprennent à vivre avec le risque. Il faut que les saint-louisiens comprennent ce qu'il faut faire avant, pendant et après l'inondation. La mise en œuvre d'un plan de contingence par rapport à ces situations de crises.

### **M. Adrien COLY, Président du PNES**

Dans le cadre de l'ODD 6, le Sénégal a porté une initiative qui s'appelle GEMI. Et la cible 6b « participation des parties prenantes » est très importante pour les collectivités locales. Donc se serait bien que les gens puissent partager leurs connaissances pour permettre aux uns et aux autres de mieux se connaître ce qui se fait dans l'ODD6 en lien avec l'ODD 11, l'ODD 13 et l'ODD 17.

### **Monsieur Malang SARR, Conseiller départemental**

Quelles sont les stratégies endogènes qui peuvent aider à repenser le territoire, à gouverner le territoire ?

Les savoirs endogènes sont pratiqués par les lébous sur le littoral. Ces savoirs, nous les retrouvons aussi en Casamance, et même au Walo (institutions de Malaw, Diogomay, Dieuwing etc.). Dans le Lac de Guiers, nous avons le « Mayoum taak ». Ce sont des instruments qui permettent de mieux gérer l'eau. Ces pratiques endogènes et très intéressantes sont des modèles positifs dans le cadre des changements climatiques. Mais le problème, c'est que ces stratégies sont reléguées au second plan alors qu'il faut les utiliser. À l'Université, il y a des travaux qui ont été réalisés et qui parlent de ces pratiques. Nous avons aussi des travaux qui sont en train de se faire sur les innovations sociales dans le secteur de l'eau. Il y a des approches en cours comme celles basées sur les perceptions. Le ministère de l'environnement a mis en œuvre un projet important sur Mbour avec la gestion intégrée du littoral. La fondation MAVA a financé un travail très important avec CODESRIA sur les savoirs passifs endogènes. Donc tout cela existe, il suffit simplement de communiquer comme nous sommes en train de le faire dans ce campus.

### **Monsieur Babacar DIOP, CNCR**

Q1 : Quel est le modèle pertinent sur lequel les populations doivent se baser pour mieux gérer l'eau ?

R1 : Maintenant nous adoptons une gestion passive de l'eau. Avec la venue des Européens nous avons des pratiques d'irrigations avec le CSS. Nous avons aussi le savoir-faire et les bonnes pratiques. Le principal problème, c'est la réticence des populations aux changements. Les mêmes pratiques observées depuis les années 90 dans la vallée sont toujours remarquées.

### **Dr Limaota Gorosogiwa, 12h 10mn-12h 25mn**

Après avoir salué la tenue de cette activité, Dr Limaota a abordé la question genre. Elle a rappelé l'impact que la pandémie de Covid qui a marqué l'année 2020 et qui est toujours présente, a eu sur la ressource Eau. Le manque d'eau a eu comme conséquence pour les femmes, la difficulté de pratiquer convenablement l'agriculture dans certaines régions. La Commission de l'eau a organisé des activités dans 30 pays pour parler de questions relatives à l'eau. Les femmes subissent les conséquences directes des CC, de ce fait, il faudrait une mobilisation des ressources par rapport à une capacité de résilience. Pour le Dr, cette réunion, qui vient à son heure, permettra d'apporter des solutions aux CC et de travailler avec les autorités locales, les communautés, etc.

*Pause-café (12h25mn-12h55mn)*

### **Madame Yarame Gueye, COMNACC (12h55mn-13h15mn)**

Madame Gueye a rappelé que les CC constituent un des plus grands défis du 21<sup>e</sup> siècle, une menace pour l'environnement, la santé, l'économie mondiale, continentale, régionale, nationale et locale, pour la vie sur terre et le développement durable. Et que le Sénégal s'est engagé au niveau mondial pour la lutte contre l'émission de GES avec la ratification de textes juridiques sur le climat (CCNUCC et protocole de KYOTO, Accord de Paris sur le climat)

Elle explique, que le COMNACC a été mis en place en 1994, par la suite ce comité a été institué en 2003, par arrêté n°1220 du 7 mars 2003 du Ministre en charge de l'Environnement.

Vu la complexité des nouveaux problèmes causés par les effets néfastes des CC, il fallait un cadre institutionnel fort pouvant assurer la coordination, l'intégration, le suivi et l'évaluation des interventions, tant au niveau national que local. Ainsi, le COMNACC est édicté en décret n°2011-1689 du 3 octobre 2011, avec des COMRECC au niveau régional.

Le CC constitue une menace sérieuse pour le DD et exige des mesures d'adaptation et d'atténuation pour y faire face. Ces mesures doivent être financées pour leur mise en œuvre. Ces financements doivent permettre de réguler les températures (1.5 °C) et de renforcer la résilience des communautés.

Pour lutter contre les changements climatiques, il nous faut :

- Des axes de travail complémentaires :
- Réalisation de recherches et de projets concrets et duplicables ;

- Organisation d'ateliers, tables rondes, conférences :
- Publication des résultats des recherches et des projets Éducation et formation ;
- Communication pour informer, fédérer, mobiliser.

*Discussions: (13h15mn-13h50)*

### **Monsieur Babacar DIOP, CNCR**

Les populations ne connaissent pas le concept de changement climatique. Il faut plus communiquer sur la question. La zone agro-écologique constitue une porte d'entrée des solutions pour la lutte contre les CC. Le Fond Vert Climat doit être accessible, car actuellement, les conditions d'accès sont difficiles. Il faut des structures formelles pour discuter de ces questions et intégrer le volet scientifique.

### **Monsieur Adama Ngom, ONG CONCEPT**

Dans la zone du Gandiolais, il y a des villages qui ont été délogés à cause de l'avancée de la mer et qui vivent actuellement dans les villages de Diél Mbam, Ndiébène, etc. La plupart des habitants qui vivent dans ces villages sont des maraîchers, mais le problème est qu'ils utilisent les eaux usées de la station d'épuration pour arroser leurs cultures. Vu que la station d'épuration doit être réhabilitée, il y a possibilité de traiter naturellement les eaux usées, mais le problème est qu'il doit y avoir une clôture pour la station. Il faut aménager un canal pour pouvoir arroser leurs cultures. Ce sont 239 maraîchers qui risquent de perdre leurs activités. C'est pour cela que je viens ici faire le plaidoyer pour eux.

### **Monsieur El Hadji Faly Gueye, ONG Grain d'Espoir Sénégal**

Notre ONG œuvre pour l'autonomisation des femmes. Actuellement, nous avons un projet pilote qui se trouve à Lampsar et si nous réussissons ce projet, nous pouvons le reproduire dans d'autres localités pour aider à l'atteinte des ODD

### **Madame Toure, IA Saint-Louis**

Le dénominateur commun des deux présentations (le film et la présentation de Madame Gueye) est la recherche donc je pense qu'il faut accorder plus de place à la recherche. Par rapport à cette assemblée, j'aurais aimé voir plus de chercheurs pour voir ce qu'ils font par rapport à la résilience de l'eau ou par rapport à la résilience à l'eau. Cela aurait permis de mieux comprendre les expériences sénégalaises en matière d'utilisation optimale de l'eau et de promouvoir le développement économique local.

### **Monsieur Malang SARR, Conseiller Départemental de Saint-Louis**

Je félicite la présence de la FSH parce que j'ai participé à deux de leurs séminaires à Dakar et les approches qu'elles ont développées à Dakar, Thiaroye etc. doivent être partagées avec les communautés qui vivent la même situation.

### **Monsieur Moulaye Mbaye, Président Comité de gestion des aires marines protégées**

Nous travaillons avec les habitants de Doun Baba Dieye en matière de reboisement. 130 maraîchers ont leurs champs sur l'île qui s'est régénérée suite à une submersion marine il y a quelques années. La pêche est aussi touchée par les changements climatiques, car le poisson se fait rare. Avant, il fallait des heures pour arriver à la plage, mais maintenant, il suffit juste de sortir de chez soi pour accéder à la mer. Donc, nous avons bien conscience des changements climatiques.

### **Madame Yaramé Gueye, COMNACC**

Nous pensons à des micro-projets pour le secteur de l'agriculture et de la pêche qui sont aussi impactés par les CC. Et comme madame Touré l'a dit, il faut donner la place qu'il faut à la recherche surtout pour une meilleure compréhension de ces questions. L'essentiel, c'est que la communication passe.

*Pause déjeuner*

Session 2 : film documentaire, Présentation Monsieur Malick GAYE et « Story tellers »

Film documentaire : Agriculture hors sol au Burkina (16h10mn-16h15mn)

*Discussions : 16h15mn-16h45mn*

### **Monsieur Amath DIA, Conseiller Départemental de Saint-Louis**

Est-ce qu'on peut accéder au film facilement pour en tirer profit ?

Par rapport à la méthode de maraîchage hors-sol, quel gain on peut avoir sur l'eau ? Est-ce qu'on peut avoir des éléments comparatifs ? Quels rendements par rapport aux méthodes traditionnelles ? Serait-il possible d'organiser un bench learning pour aller voir ce qui se fait au Burkina ?

**FSH,**

Nous sommes contentes de ce film, vu que cette méthode est pratiquée en milieu urbain. En plus de cela, il y a le gain d'espace dans les quartiers périphériques inondés où le fumier est disponible. Ces méthodes que nous venons de voir constituent des solutions pour ceux qui ont peu d'eau notamment de l'eau saumâtre.

### **Madame Fama SARR, Zone marine communautaire protégée**

Le film nous a inspirés, car c'est à cause des inondations que la brèche a été aménagée en 2003. Les impacts de l'ouverture de la brèche ont fait que beaucoup d'agriculteurs ont dû abandonner leurs

terres pour se reconvertir dans la pêche. Ma question est de savoir est-ce qu'il serait possible d'appliquer ces méthodes dans le Gandiolais pour leur permettre de retourner dans leurs champs ? Est-ce que depuis 2014 il y a eu des améliorations pour les femmes qui habitent dans la zone où l'expérience du film a été réalisée ?

Monsieur Adama Kane DIALLO, Président conseil communal de la jeunesse, vice conseil départemental de la jeunesse

Cet atelier est très important pour les jeunes. Les gens veulent s'activer dans l'agriculture, mais il faut les aider à se former d'abord. Le système de compostage doit être mis en avant pour faciliter l'agriculture.

### **Monsieur El hadji Amadou Sène, OCB mon quartier ma préoccupation**

Le film a réglé des problèmes comme celui de l'espace. Dans la zone où j'habite cette expérience peut être bénéfique. Un autre problème de réglé est celui de l'eau, car cette méthode permet d'économiser de l'eau. Nous voulons tenter l'expérience, nous sommes prêts à le faire, car nous avons l'espace qu'il faut.

### **Représentant du Maire de la Commune de Gandon**

En tant que collectivité territoriale nous sommes très contentes d'être associées à cet atelier. Le film a réglé le problème du foncier. La question est : est-ce que c'est applicable sur les grandes surfaces ? Je trouve que ça règle déjà les besoins de la maison.

### **Monsieur Alexandre SOW**

Est-ce qu'Enda a capitalisé pour le projet et est-ce que nous pouvons disposer des documents ? car cette expérience peut être tentée à Dakar et à Saint-Louis. Est-ce que les activités du Burkina ont créé des emplois ? Cette technique règle le problème d'espace et de foncier.

### **Monsieur Malick GAYE, Directeur Exécutif Enda Rup**

Les expériences sénégalaises qui ont lieu à Rufisque, à Bignona à Dagana ont influencé ONU programme en terme d'assainissement (traitement naturel avec des séanes). Oui, l'expérience du Burkina peut créer de l'auto-emploi. L'eau peut être réutilisée pour l'agriculture comme engrais naturel. En 2005, l'ONU Habitat a pris l'expérience du Sénégal pour le partager avec le Burkina. Celui qui gère le projet est un agro-forestier qui travaille dans le centre de recherche de l'Etat Burkinabais et il est disposé à venir au Sénégal pour aider ceux qui sont intéressés. Il est aussi possible de nous déplacer pour voir ce qui se fait au Burkina. Un pays qui a un foncier et de l'eau peut se développer facilement. Il ne suffit pas d'être salarié, il faut croire à ce que nous faisons. Nous sommes maintenant implantés à Saint-Louis et sommes en partenariat avec le CD. Il y a beaucoup de Sénégalaises qui ont été primées grâce à leur expérience de l'agriculture hors-sol.

### **Présentation de Monsieur Malick Gueye, Directeur Executif d'Enda Rup (16h50mn)**



La présentation de Monsieur Gueye a porté sur le thème : « Transformer notre monde ». Des principes de l'agenda 2030 aux transformations : faire des ODD une réalité pour un développement plus durable. Monsieur Gaye a mis le point sur les 17 ODD et les a expliqués de manière claire à l'assistance. Il explique qu'il faut connaître tous les ODD et les rapports qu'ils entretiennent pour avoir une approche holistique, cohérente, multisectorielle et multipartite.

### **Présentation de la Fédération Sénégalaise des Habitants et d'UrbaSEN« Transformation structurelle des quartiers précaires par et pour les habitants ». (16h55mn)**

Après avoir expliqué les défis de la FSH (disposer d'habitats décents), la présidente a présenté la FSH et UrbaSen. La FSH regroupe 485 groupes d'épargne composés essentiellement de femmes. Parmi ses mécanismes de financement, il y a le financement rotatif réalisé avec l'aide de partenaires (AFD, ALTADIS, Fedevaco etc.). Parmi les réalisations de la FSH nous pouvons noter : la réhabilitation de maisons, l'aménagement d'espaces publics, l'expérimentation de techniques dites « douces » alternatives au « tout tuyau » pour la maîtrise du risque d'inondation, la conception et la réalisation d'ouvrages d'assainissement liquide (puisards semi collectifs, toilettes individuelles etc). La FSH à travers sa démarche a abouti à quelques résultats :

- 470 AOF délivrés ;
- 274 739 709 recouverts ;
- 236 308 750 en cours de remboursement.

La FSH a aussi fait des dons en 2020 pour venir en aide aux nécessiteux quand la pandémie COVID 19 était plus présente. Une formation sur la GAF a été réalisée à Dakar, Thiès et Mbour avec 260 groupes. Des artisans et groupes (368 artisans et 36 groupes) ont aussi bénéficié d'une formation aux techniques de construction. La campagne Know Your City a permis de cartographier des communes, de délimiter des quartiers et de faire des enquêtes socio-économiques. Aujourd'hui, la FSH a une vision plus grande avec les cités FSH qui sont en gestation.

### **Monsieur Babacar DIOP, CNCR (17h10mn-17h20mn)**

Le CNCR est un cadre de concertation qui a une particularité. Il s'active sur tout ce qui relatif aux activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Le CNCR est une coalition des acteurs de la SC qui a comme orientation le lobbying et le plaidoyer, mais aussi la capacité d'influencer les politiques publiques. Toutes les actions qui font l'objet de plaidoyer sont cuisinées par nos scientifiques et nos techniciens. Dans le domaine de l'agro-pastoralisme, notre intervention se base sur l'inclusion sociale et participation des populations. Le CNCR a vu le jour en 1993, nous nous sommes battus pour que les acteurs locaux soient inclus dans toutes décisions qui doivent être prises (exemple du projet PSPAO qui a favorisé la restructuration du ministère de l'Agriculture, naissance d'ANCAR, etc.). Pour le PDIDAS, nous n'avons pas pu changer le nom, mais nous avons changé la démarche et nous faisons partie du comité de pilotage pour défendre le monde rural. Personne ne peut développer le Sénégal sans prendre en compte la population locale. Il faut une territorialisation des politiques publiques et une cohérence territoriale. Il faut aussi une réforme foncière, car nous avons

beaucoup de ressources, mais comment les gérer, voilà la grande question. Le CNCR est prêt à participer à toutes les initiatives de l'Etat sur les questions qui nous concernent.

**Mme Fama Sarr et Monsieur Moulaye MBAYE, Zones Marines Communautaires Protégées (17h20mn-17h35mn)**

Le changement climatique a eu des impacts néfastes sur la vie socio-économique et environnementale des populations de la langue de Barbarie. CC à Saint-Louis. Avec l'ouverture de la brèche, la situation est devenue plus difficile. La perte de l'habitat occasionnée par l'érosion côtière et la submersion marine a eu comme conséquence le déplacement des populations vers une zone qui ne nous arrange pas, car tout le monde sait que pour qu'un pêcheur soit en paix, il lui faut entendre le bruit des vagues. Les conditions d'indemnisation proposées laissent à désirer. Et aujourd'hui avec l'apparition du pétrole, nous sentons que l'approche CC est relégué au second plan au profit du GAZ.

La brèche a occasionné plusieurs pertes matérielles (pirogues) et des pertes humaines. Le poisson qui, avant, inondait la plage et le port se fait rare. Le CLPA qui porte la voix des pêcheurs est presque politisé avec la forte présence de l'Etat. Les accords de pêche signés par l'Etat contribuent à la raréfaction du poisson dans nos eaux. Il faudrait pour lutter contre l'érosion côtière et la submersion marine faire des aménagements.

*Discussions: (17h35mn-17h45mn)*

**Madame Yarame FALL, CNCR**

Nous avons une approche genre dans le CNCR. Le programme agri-jeunes est piloté par le CNCR et s'intéresse au financement des jeunes porteurs de projet en agriculture. Nous avons le collège des femmes du CNCR qui a un axe d'intervention très important qui est l'accès des femmes à la terre. Les femmes ont des terres à Toubacouta et Darou Khoudoss et dans la zone des Niayes. Nous faisons le suivi des activités agricoles avant la saison des pluies. Nous aidons les femmes, à travers des cales de solidarité qui nous ont été très bénéfiques en 2020 lors des mesures d'urgence prises pour limiter la propagation de la COVID.

**Monsieur Hamidou KONATE**

Selon la BM, parmi les personnes exposées à l'érosion côtière, 2/3 sont des femmes d'où l'importance de proposer des normes qui sont non structurelles. L'ADM a travaillé sur le renforcement de la résilience de l'existant. Les toilettes font partie des aménagements les plus vulnérables dans les maisons, c'est pour cela que les normes de construction doivent être respectées.

**Madame Binta Diagne NDAO, APIX**

Comment vous faites pour le recouvrement en cas de décès d'un membre de la FSH? Quelles sont les conditions d'adhésion dans votre fédération ?

## **Madame Yaramé GUEYE, Fédération Sénégalaise des Habitants**

Pour adhérer à la FSH il faut être un groupement et donner 10 000 Fcfa comme droit d'adhésion. Chaque fin du mois les membres cotisent 5000 Fcfa qui, en fait, constituent une épargne en cas de besoin. Et si une personne décide, nous accompagnons sa famille par la construction de toilettes ou d'autres pièces utiles dans la maison.

Monsieur Mody DIOP a fait la synthèse des activités de la journée avant de lever la séance à **18h00mn.**




i) PHOTOS


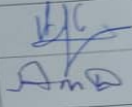
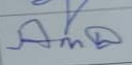
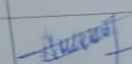
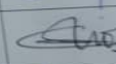
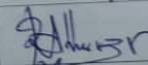
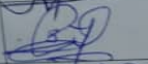
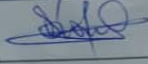





j) Liste de présence


  
**« Résilience de l'eau dans les collectivités territoriales aujourd'hui - de l'utopie à la réalité »**
  
 Saint-Louis – Salle de Délibération du Conseil Départemental - 12 et 13 avril 2021

**LISTE DE PRESENCE – Mardi 13 avril 2021**

Prénoms et Nom	Structure	Contacts	Signature
Marie BA	Vice Présidente FSH	Tel 77 468 66 38	
Bakary BO	LUX DEV	Bakary.bo@luxdev.lu	
François COLY	ENDA CAF	Tel. francoiscoly@endatiersmonde.org	
Adrien COLY	PNES	Tél 76 355 63 27 adriencoly@gmail.com	
Amath DIA	Conseil Départemental	Tel. 77 529 59 57 Amathdia2000@yahoo.fr	
Bouna DIOP	Conseil Départemental	Tél. 77 520 70 12 bou_diop@hotmail.com	
Babacar DIOP	CNCR	Tél. 77 506 04 94/77 173 40 37 prfongs@yahoo.fr	
Souadou DIOP	IA	Tél. 77 546 11 26 mmetourep@gmail.com	
Alassane DIOP	ENDA TV	Tél 77 655 42 88 alloudiop@endatiersmonde.org	
Baka DIOP	Commune Gandon	Tel. 77 659 75 29	
Magatte DIOUF	URBASEN	Tel. 77 572 18 36 magattebirane@gmail.com	



Alli Ben Ali	GIZ Saint Louis	Tél. alibenali	
Abdoulaye Lamine NDIAYE	GRACE	Tél ; 77 733 69 19 abdoulayelamineditpetit@gmail.com	
Alexandre Sarre SOW	REJAD	Tél. 77 382 26 89 Alexdress.sow@gmail.com	
Fama SARR	Zones marines	Tél. 77 234 20 71 Sarrf067@gmail.com	
Malang SARR	Conseil Départemental	Tél. 77 540 17 00 Sarmalang70@gmail.com	
Khadim Bamba SECK	ENDA TV	Tél. 77 416 25 12 Khidma4@gmail.com	
El H. Amadou SENE	OCB	Tél metzoosene@gmail.com	
Ousmane SOW Sarratoubene	ARD 1	Tél 77 597 54 78 oussousow@yahoo.fr sarratoubene91@gmail.com	
Idy THIAW	ENDA RUP	Tél. 77 352 11 42 thiawidriss@gattoo.fr	
Aissata M. TALLA	FSH	Tél. 77 421 09 73 Aissata926@gmail.com	
Adama DIALLO	Kane CCS Saint Louis	Tél. 77 203 19 95 adamakanedialloakd@yahoo.fr	
Mody DIOP	Vice Président Conseil Départ. Saint Louis	T2L : 77 514 44 81 Gallaye2002@yahoo.fr	
Khadim MBACKE	ENDA TV	Tel. 77 234 33 12	
Abrona Ngom	ONG Concept	77 5250423	
Fatimata D. KANTE	ARD/SL	775034732 fatimatankante@gmail.com	



Logo: enda		Logo: LUXEMBOURG 2014 & DEVELOPMENT		Logo: Centre Départemental de Saint-Louis		Logo: HUMANITY COMMISSION		Logo: WORLD URBAN CAMPAIGN	
Aissatou NDOYE	FALL	COMNACC	Tél. 77 542 74 43 ndfalloustou@gmail.com						
Yarame FALL		CNCR Saint Louis	Tél. 77 273 64 50 Yarame273@yahoo.fr						
Malick GAYE		ENDA RUP	Tél. 77 156 32 65 malickgaye@endatiersmonde.org						
Brigitte GUEYE		ENDA TM	Tél. 77 555 25 87 brigitte@endatiersmonde.org						
Fatime KANTE		Campus Eeau	Tél. 77 787 03 19 timefa00@gmail.com						
Tidiane KASSE		ENDA TV	Tél. 77 614 13 14 titikasse@yahoo.fr						
Hamidou KONATE		DGP/ME/EA	Tél. 78 277 57 26/76 462 09 29 konate.hamidou@hotmail.fr						
Pauline LEPORCQ		URBASEN	Tél. 78 016 12 07 Pauline.leporcq@urbamonde.org						
Amy LEYE		TAKKU LIGGUEYE	Tél. 77 453 46 26 segabayeass@gmail.com						
Moulaye MBAYE		Zones Marines	Tél. 77 524 98 24 moulayembaye43@gmail.com						
Aida MBAYE		Commune de St Louis	Tel. 77 572 70 82						
Fatou MBAYE	Cissé	ONG GRET	Tél. 77 652 90 02 Mbaye.senegal@gret.org						
Astou MBENGUE		OCB Sukali Sunu Goxx	Tél. 77 549 34 92 mbengastou008@gmail.com						
Binta NDAO	Diagne	APIX	Tél. 77 332 22 60 bdiagne@apix.sn						
Carlos NDIAYE		ENDA TM	Tel. carlos.ndiaye@endatiersmonde.org						
Cheikh NIANG		GIZ Saint Louis	Tel. cheikh.niang@giz.de						

k) Liens web vers l'atelier

<https://teranganews.sn/2021/04/resilience-a-leau-dans-les-collectivites-locales-une-cinquantaine-dacteurs-se-penchant-sur-la-question-a-saint-louis/>

<http://aps.sn/actualites/environnement/article/saint-louis-la-problematique-de-l-eau-au-centre-d-un-atelier-d-enda-rup>